

01   Tendances migratoires	1
02   Contrôle et gestion des frontières	1
03   Accueil, protection, intégration	4
04   Contexte socio-politique - faits marquants	5



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

## 01 | Tendances migratoires

### Mouvements transnationaux

**Espagne:** les îles des [Baléares](#) ont connu de fortes arrivées de personnes en provenance d'Afrique du Nord (Algérie). Début septembre, plus de 580 personnes sont arrivées en 3 jours. Comme aux Canaries, les capacités d'accueil sont mises à l'épreuve et les autorités locales réclament plus d'appui du gouvernement central afin de répartir les personnes arrivées dans d'autres régions de la péninsule.

**Maroc/Algérie:** de plus en plus de [ressortissant.e.s algérien.ne.s passent par le Maroc](#) pour rejoindre l'Europe. Selon les médias algériens, ces personnes prendraient l'avion de Tunis à destination de Casablanca pour se diriger vers Ceuta et Melilla.

**Tunisie:** Le journal britannique [The Guardian](#) dénonce, dans un article, les viols dont sont victimes de nombreuses femmes migrantes en Tunisie, et commis par les forces de l'ordre. La Commission européenne, qui a signé des accords avec la Tunisie en juillet 2023, a demandé une enquête sur les faits. Rappelons aussi que des centaines de [personnes exilées vivent dans des oliveraies près de Sfax, sans la moindre assistance](#). Parmi elles, de nombreux blessés à l'arme blanche ou à feu lors d'affrontements communautaires ou par des Tunisiens. D'autres souffrent de maladies graves telles que le choléra ou la typhoïde.



« La mort dans le désert » : travail de [cartographie mené conjointement par le HCR, l'OIM et le Mixed Migration Center](#) qui permet de retracer les routes migratoires passant par le désert, de comprendre où les risques sont les plus élevés et qui sont les auteurs des abus.

## 02 | Contrôle et gestion des frontières

### Coopération & gouvernance

**Espagne/Afrique de l'Ouest:** Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a mené fin août une ["tournée ouest africaine" en Gambie,](#)

[Mauritanie, et Sénégal](#), à l'issue de laquelle plusieurs accords ont été signés concernant la migration, et notamment la criminalité

organisée "sous toutes ses formes". En retour, les pays signataires ont promis de [durcir leur législation contre l'immigration irrégulière](#). Des accords portant sur la migration circulaire ont également été signés (*voir plus bas*).

**Italie:** la gestion de la question migratoire par Georgia Meloni suscite l'admiration de certains dirigeants européens. Le nouveau [Premier ministre britannique](#) a ainsi salué le "travail d'égal à égal" mené par son homologue italienne avec la Tunisie et la Libye. En [Allemagne](#), on évoque "le modèle albanais" à propos des centres de rétention de droit italien construits en Albanie pour traiter certaines demandes d'asile. A ce sujet, le HCR a fait l'annonce qu'il [surveillera la mise en œuvre du Protocole Italie-Albanie](#), afin

de garantir que "le Protocole soit mis en œuvre de manière à protéger les droits et la dignité des personnes qui y sont soumises".

**Royaume-Uni/France:** Pour la 4ème fois depuis 2021, Paris réclame un [nouveau traité migratoire](#) pour mettre fin aux traversées. 2024 est l'année la plus meurtrière depuis l'apparition des "small boats", et les départs sont continus: Entre le 1er janvier et le 3 septembre 2024, plus de 21.400 personnes ont atteint les côtes anglaises à bord de "small boats" (légère hausse par rapport à 2023 sur la même période). Mi-septembre, le gouvernement britannique a annoncé la mise en place d'un [commandement d'élite chargé de la sécurité des frontières](#).

## Surveillance, refoulements

---

**UE:** dans un [rapport publié fin septembre, la Cour des comptes européenne](#), qui a analysé l'utilisation du Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) pour l'Afrique, a conclu que « *les risques d'atteinte aux droits de l'homme ne sont pas complètement maîtrisés* ». Concrètement, l'UE a financé ces dix dernières années 248 projets, concernant l'aide au rapatriement volontaire de migrants, et l'aide au développement dans les pays d'origine. Mais plus d'un tiers des programmes concernent « *l'amélioration de la gestion des migrations* », c'est à -dire le renforcement des forces de l'ordre ou douanières via l'équipement d'outils de surveillance, de voitures, d'autobus, de navires. Le rapport fait notamment référence à [des équipements qui ont bénéficié à des trafiquants et groupes criminels en Libye](#).

**Allemagne:** En plus du [rétablissement des contrôles à toutes ses frontières](#), le gouvernement allemand a annoncé la mise en place d'un [système de rétention des demandeurs d'asile dès leur entrée sur le territoire](#), afin d'éviter les fuites et faciliter les procédures accélérées pour vérifier si la personne relève ou non du règlement Dublin. Ce système passerait par la mise en place d'"hébergement à proximité de la frontière" et l'application de procédures accélérées.

**Côte d'Ivoire /Maroc:** malgré un accord assurant la libre circulation des personnes entre les deux pays, la Côte d'Ivoire a annoncé l'instauration d'[un visa pour ses ressortissants souhaitant se rendre au Maroc](#) à compter du 1er septembre. Les autorités ivoiriennes expliquent cette mesure par leur volonté de lutter contre les réseaux organisés de contrefaçon de documents

d'identité, qui viennent "gonfler" la représentation de ressortissants ivoiriens parmi les personnes migrantes sur les routes de la méditerranée. Selon la Côte d'Ivoire, « *la plupart de ces immigrants clandestins sont des ressortissants étrangers se prévalant de la citoyenneté ivoirienne* ».

**Espagne:** [mi-septembre](#), 1500 personnes ont tenté de franchir les barrières de l'enclave de Ceuta en 2 jours. Il s'agit majoritairement de ressortissants marocains, alors que ce type de passage était jusqu'à présent le fait de migrants subsahariens. Quelques jours auparavant, les autorités ayant été alertées par les messages circulant sur les réseaux sociaux, une mobilisation sécuritaire exceptionnelle avait été observée dans la zone. Bien qu'il ne soit pas nouveau, [l'usage des réseaux sociaux](#) apparaît plus central que jamais dans la planification de ces tentatives de franchissement. Début septembre, plusieurs personnes accusées d'avoir posté des [messages incitant à rejoindre Ceuta de manière irrégulière](#) ont été arrêtées. Un climat de suspicion d'une opération de passage d'envergure régnait déjà depuis plusieurs semaines dans la région. Déjà [en août, 2000 personnes avaient tenté le passage](#) à la nage. A la fin de l'été, des [déplacements vers l'intérieur du pays de jeunes marocains](#) basés à proximité des frontières du nord avaient été constatés. De [nombreuses arrestations](#) ont été opérées: plus de 4000 personnes, dont près de 150 enfants, soupçonnées d'avoir voulu entrer de façon irrégulière en Espagne.

1 **Libye/Italie:** L'ONG Mediterranea Saving Human appelle la Cour pénale internationale à ouvrir une [enquête sur le ministre italien de l'Intérieur](#).

[Matteo Piantedosi](#) suite à la publication d'un message sur les réseaux sociaux: "16.220 migrants se dirigeant vers les côtes européennes ont été interceptés en mer et renvoyés sains et saufs en Libye depuis janvier. Un chiffre qui témoigne de l'efficacité de la collaboration de l'Italie avec les pays d'origine et

de transit des migrants." Selon l'organisation, par ce message, le ministre démontre que le gouvernement ne respecte pas la convention de Genève sur les réfugiés et qu'elle promeut les expulsions vers la Libye, considéré comme un endroit dangereux.

## Disparitions, sauvetages

---

**Italie:** [6 ans de prison requis par le procureur contre Matteo Salvini](#), vice-Premier ministre italien, pour avoir refusé de laisser accoster 147 passagers d'un navire géré par l'organisation caritative Open Arms en 2019. Le verdict devrait être rendu en octobre.

En parallèle, pour la troisième fois cette année, le [Geo Barents, affrété par Médecins sans frontières, a été sanctionné par les autorités italiennes](#). Infraction reprochée : avoir procédé à un sauvetage en mer sans en avoir informé le centre de coordination de Rome (MRCC) au préalable.

**Espagne/Sénégal:** tragique naufrage qui a eu lieu le 28 septembre à quelques kilomètres des côtes de l'île d'El Hierro, aux Canaries. Des 90 passagers qui étaient à bord, 27 ont survécu, seuls 9 corps ont été récupérés. L'alerte avait été donnée peu de temps auparavant par les passagers eux-mêmes, partis plusieurs jours avant de Nouadhibou. Il s'agit du [naufrage le plus meurtrier de ces 30 dernières années](#) sur la route des Canaries.

Le 23 septembre, c'est au large de [Dakar qu'une pirogue a été retrouvée](#) par des pêcheurs, avec à son bord plusieurs corps en état de

décomposition avancée. Une semaine auparavant, le chavirement d'une pirogue avait fait au moins 39 morts et des dizaines de disparus au large de [Mbour](#). En réaction, le Président sénégalais a annoncé que l'Etat mènerait une ["traque sans répit" des passeurs](#). D'ailleurs, [les arrestations et déferrement devant la justice](#) sénégalaise de passeurs présumés ont été multipliées, passant de 127 au premier semestre 2023 à 210 en 2024. Selon la loi sénégalaise du 10 mai 2005, le trafic de personnes migrantes est un délit puni de cinq à dix ans d'emprisonnement et d'une amende allant de 1 million à 5 millions de francs CFA (de 1 524 à 7 622 euros). Dans les faits, les peines sont beaucoup moins lourdes et donc moins dissuasives.

**Ceuta:** le 11 septembre dernier, les élus locaux, représentants de différents partis politiques, se sont réunis pour une [minute de silence](#) afin "d'exprimer, au nom de tous les habitants de Ceuta, [leur] plus profonde douleur pour les personnes, en majorité des jeunes et des adolescents, qui perdent la vie en tentant de rejoindre la ville à la nage".

## Enfermement, rétention

---

**Libye:** début septembre, les autorités libyennes ont annoncé la [libération d'un millier de personnes](#), enfermées dans un hangar faisant office de prison secrète dans la région d'Ash Shwayrif, au sud de Tripoli. Ces exilés, retenus dans des conditions déplorables, étaient torturés afin de forcer leurs familles à payer pour leur libération.

## Expulsions / retours / relocalisations

---

**Algérie/Niger:** selon Alarm Phone Sahara, [l'Algérie aurait refoulé vers le Niger près de 20.000 personnes](#), dont des femmes et des enfants, entre janvier et août 2024. Selon l'association, les refoulés nigériens sont transportés jusqu'à Assamakka, premier village nigérien, mais les ressortissant.e.s d'autres pays

africains sont débarqués au « point zéro », zone désertique délimitant la frontière entre les deux pays, et doivent parcourir à pied 15 kilomètres pour atteindre Assamakka, dans des conditions climatiques extrêmes. En avril, les autorités nigériennes ont convoqué l'ambassadeur d'Algérie pour « protester » contre « le caractère

violente » de ces opérations. A son tour, Alger a convoqué l'ambassadeur du Niger, tout en jugeant « sans fondements » les allégations des autorités nigériennes.

**Allemagne/Afghanistan:** Pour la première fois depuis le retour des Taliban, le gouvernement allemand a annoncé l'expulsion de ressortissants afghans condamnés par la justice.

## 03 | Accueil, protection, intégration

### Accueil

**Espagne /Canaries:** Début septembre, face à la saturation des centres d'accueil, le chef du gouvernement canarien avait annoncé que [les migrants de moins de 18 ans passeraient désormais sous la responsabilité de l'État espagnol](#), et non des autorités de l'archipel. A la fin du mois, cette décision a finalement été suspendue par le Tribunal. Mais l'état de crise dans l'archipel est bien présent. Fin août, plus de 5.200 jeunes exilés étaient pris en charge aux Canaries, pour une capacité de 2.000 places, UNICEF avait alerté sur la situation. Le ministère espagnol de la Défense a mis à disposition [deux sites militaires](#) des îles Canaries pour servir de centres d'accueil de migrants en raison de la surpopulation dans l'archipel. Mais l'un des enjeux actuels réside dans la résistance de certaines communautés autonomes de la péninsule à accueillir ces enfants et ces jeunes sur leur territoire, marquant ainsi leur opposition au pouvoir central. Pour sa part, l'[UE a annoncé qu'elle consacrerait 14 millions d'euros du Fonds européen de développement régional \(FEDER\)](#) à la région des îles Canaries pour l'aider à accueillir les migrants. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une opération conjointe avec Frontex.

**Belgique:** le Conseil de l'Europe a estimé que la Belgique n'en faisait pas assez pour résoudre la [crise de l'accueil](#), alors que plus de 4.000 personnes attendent d'être placées. La Belgique a enregistré un peu plus de 17.000 demandes pour le premier semestre 2024: par rapport au nombre d'habitants, c'est plus que la moyenne de l'UE. La secrétaire d'État plaide donc pour « *un partage plus équitable de la charge au niveau européen.* »

### Asile, Séjour

**Espagne :** une [possible campagne de régularisation](#) est en marche, faisant suite à l'initiative citoyenne [#RegularizaciónYa](#), qui appelle à la régularisation d'un demi-million de personnes vivant en Espagne avant le 1er novembre 2021. Le projet est actuellement en phase d'analyse par le Congrès.

**Pays Bas:** quelques jours après la présentation par le gouvernement du programme anti-immigration le plus dur dans l'histoire du pays, le chef du gouvernement a officiellement demandé à l'UE une [dérogation au droit d'asile](#). C'est techniquement possible, mais très compliqué et cela peut prendre des années. Le feu vert des 26 autres pays de l'UE est indispensable.

**UE/Hongrie:** La Commission européenne a annoncé qu'elle allait [réduire ses prochains versements à destination de la Hongrie](#), en réponse au non-paiement d'une amende infligée à Budapest par la Haute Cour de Justice, pour ne pas s'être mise en conformité avec le droit de l'UE en matière d'asile.



[Un communiqué co-signé par Caritas Europa](#) enjoignant les États membres de l'UE à garantir le droit de demander et de bénéficier de l'asile.

## Intégration - protection

---

**Italie:** Adoption par le parlement d'un amendement qui [conditionne l'achat d'une carte SIM](#) à la présentation d'une carte d'identité et d'un titre de séjour. Cette mesure laisserait des milliers de personnes sans téléphone, pourtant indispensable pour suivre les procédures administratives ou contacter les familles restées au pays.

## Travail

---

**France:** Pour faire face au déficit de professionnels de la santé dans les hôpitaux publics (il y aurait 15.000 postes vacants) de [nombreux médecins venus de l'étranger](#) sont devenus indispensables. Pour autant, leur situation administrative n'est pas stabilisée. Moins payés que les médecins (et même que les internes) français, leur régularisation supposerait une revalorisation de leur salaire, et donc un dilemme budgétaire.

**Espagne:** L'Espagne s'apprête à lancer un nouveau titre de séjour accessible aux personnes en situation irrégulière qui disposent d'un contrat de travail, sous le terme d'"[arraigo sociolaboral](#)". Ce permis de séjour s'ajoute à ceux

déjà existants dans le pays, dont un qui est accessible par la formation. Dans les chiffres, l'impact reste limité. Aussi, au cours de sa tournée en Mauritanie, en Gambie et au Sénégal, Pedro Sánchez a conclu des accords avec leurs autorités pour promouvoir des [programmes de migration circulaire entre l'Espagne et les trois pays africains](#). Son annonce, basée sur la recherche de routes de migration légales, a été critiquée par le Parti populaire (droite), affirmant qu'elle pourrait provoquer un "effet d'appel".

**Allemagne:** L'Allemagne, confrontée à une importante pénurie de main-d'œuvre, a conclu avec le Kenya, un [accord migratoire](#) destiné, notamment, à attirer du personnel qualifié.

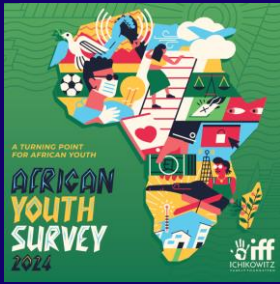
# 04 | Contexte socio-politique - faits marquants

## Afrique

---

**Chine/Afrique:** début septembre s'est tenu à Pékin le [forum sur la coopération sino-africaine](#), auquel ont participé une cinquantaine de dirigeants africains. Le président Xi Jinping a fait la promesse d'un "soutien financier" de 45 milliards d'euros dans les 3 prochaines années. La Chine est actuellement le premier partenaire commercial du continent. Pour autant, le montant des prêts accordés en 2023 a été divisé par six par rapport aux sommets atteints en 2016.

**ONU:** les Etats Unis se sont déclarés favorables à ce que l'Afrique dispose de 2 sièges permanents au [conseil de sécurité de l'ONU](#), sans pour autant leur accorder le droit de veto. Les pays africains disposent actuellement de trois sièges sur les dix non permanents au conseil, attribués sur une base tournante pour des mandats de deux ans. En 2023, plus d'un tiers des réunions du conseil concernaient l'Afrique, et plus de la moitié de toutes ses décisions concernaient des questions de sécurité africaine.



Enquête sur la jeunesse africaine publiée par la [Ichikowitz Family Foundation](#), qui souligne que les jeunes africains jugent que la corruption menace leur avenir et pourrait, pour 60 % d'entre eux, les pousser à émigrer. L'enquête a porté sur 5604 jeunes de 18 à 24 ans dans 16 pays du continent. Cette étude, menée pour la première fois en 2020, vise « à donner la parole à la jeunesse africaine de manière scientifique ».

## Afrique du Nord

**Algérie:** sans surprise, le président sortant, Abdelmadjid Tebboune, a été réélu avec près de 95 % des voix à l'issue du [scrutin du 7 septembre](#). Pour autant, les 3 candidats à l'élection, dont le président gagnant, ont porté ensemble un communiqué dans lequel ils rejettent les données de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) sur le taux de participation et leurs propres résultats. L'ANIE est accusée d'avoir gonflé le taux de participation, en annonçant un taux moyen de 48%. Celui-ci serait en réalité, [inférieur à 25%, un record jamais atteint](#).

Par ailleurs, dans un contexte de rapprochement diplomatique entre Israël et le Maroc, l'Algérie a instauré un [visa aux ressortissants marocains](#), accusant son voisin de déployer des « agents de renseignements sionistes » dans le pays, profitant de l'exemption de visa entre les 2 pays.

**Tunisie:** seuls 3 candidats, dont le président sortant, Kaïs Saïed, ont été finalement admis par l'instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) pour participer au [scrutin présidentiel du 6 octobre](#).

**Maroc:** Alors que nombre de sinistrés vivent toujours dans une immense précarité suite au séisme du 7 septembre 2023, la question de la [reconstruction](#) des 50 000 habitations dévastées suscite impatience et interrogations.

## Afrique de l'Ouest

**Burkina:** Plus de 400 civils, réquisitionnés par les autorités pour creuser des tranchées censées les protéger, ont été tués par des djihadistes fin août à Barsalogo, dans le centre-nord du pays. Il s'agit de [l'attaque djihadiste la plus meurtrière de l'histoire du Burkina Faso](#). « A Barsalogo, le GSIM a voulu envoyer un message de dissuasion aux populations qui envisagent de collaborer avec le régime. Seuls les civils ayant creusé la tranchée ont été tués », analyse une source sécuritaire burkinabée.

**Côte d'Ivoire:** [nouvelles accusations de la part du Burkina Faso](#), qui a dénoncé des « tentatives de déstabilisation » du pays voisin qui a accueilli des burkinabés "activés dans une entreprise de subversion". Pour leur part, les autorités ivoiriennes ont arrêté en juillet une dizaine de jeunes suspects d'être allés se former au maniement des armes au Burkina.

Sur le plan économique, le gouvernement a [augmenté de 20 % les tarifs d'achat des fèves de cacao aux producteurs](#). Plus gros producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire a vu presque doubler ses prix en un an. En cause notamment, une baisse de la production mondiale, due en

Côte d'Ivoire et au Ghana à des conditions climatiques défavorables affectant les récoltes. Sur le plan de politique nationale, la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé la [fermeture de son antenne abidjanaise](#) d'ici au « milieu de l'année 2025 ». Le bilan de la CPI en Côte d'Ivoire, qui a enquêté pendant 13 ans sur les crimes commis après l'éclatement de la guerre civile, en septembre 2002, et qui ont culminé lors de la crise post-électorale de 2010-2011, est contesté, n'étant parvenue à condamner aucun des belligérants. Pour autant la CPI assure que l'enquête se poursuivra.

Enfin, plusieurs activistes s'inquiètent d'une [vague d'«agressions homophobes» verbales et physiques](#) alimentée par les réseaux sociaux, qui vise les personnes homosexuelles et transgenre. Bien que la loi ne pénalise pas l'homosexualité, l'homophobie dans le pays semble prégnante. Une trentaine d'agressions physiques ont été dénoncées depuis début août.

**Guinée:** Début septembre, la [junte a célébré ses 3 ans au pouvoir](#). L'opposition a appelé à manifester pacifiquement, mais leur appel n'a pas été suivi. La répression des manifestations,

systématiquement interdites, a fait quarante-sept morts entre septembre 2021 et avril 2024, selon Amnesty International. Quelques jours avant l'anniversaire, la junte avait annoncé [la suspension pour 4 mois de la délivrance des agréments aux associations et ONG](#), en raison des « actions de trouble à l'ordre public menées sur le terrain par plusieurs ONG et mouvements associatifs ».

**Mali:** Des [attaques djihadistes, mardi 17 septembre, à Bamako](#), ont fait plus de 70 morts et 200 blessés, l'un des bilans humains les plus meurtriers de ces dernières années dans les rangs des forces de sécurité maliennes. Suite à cette tragédie, les [communautés Peuls accusées d'avoir des liens avec les groupes djihadistes](#), craignent la stigmatisation. Les leaders de leurs communautés ont même donné la consigne de ne pas sortir de chez soit jusqu'à la fin des ratissages menés par les forces de sécurité maliennes.

**Niger:** après plus d'un an d'interruption à la suite du coup d'Etat militaire en juillet 2023, reprise de la [coopération militaire](#) avec le Nigeria pour lutter contre l'insécurité dans la région.

**Nigeria:** [81 morts \(auxquelles s'ajoutent des disparus\) dans un raid sur un village du Nord](#); Selon la police, l'attaque qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> septembre serait le fait du groupe Boko Haram, en représailles de l'assassinat de deux de ses membres par des villageois.

## Afrique centrale

**Mpox:** un accord a été trouvé pour la production de [500.000 doses du vaccin visant à lutter contre le virus Mpox](#), à destination des pays touchés par la maladie. Le Mpox était présent à la fin août dans 14 pays dont le Burundi, le Congo-

## Afrique de l'Est

**Kenya:** en plein débat sur les violences policières, des organisations de défense des droits humains dénoncent la [volonté de l'Etat d'enterrer 120 corps non identifiés](#) et non réclamés à ce jour. Depuis l'apparition fin juin du mouvement de contestation contre la loi de finances, la police kényane aurait tué plus de 50 manifestants, et procédé à des disparitions forcées et des exécutions extrajudiciaires. Un recours a été porté devant la Haute Cour de Nairobi. Sur le plan économique, le Kenya serait en [pourparlers pour obtenir un prêt de 1,5 milliard](#)

**AES:** Mi-septembre, les 3 pays membres de l'AES ont annoncé leur volonté d'instaurer de [nouveaux passeports biométriques](#), «avec pour objectif d'harmoniser les titres de voyage dans [cet] espace commun »

Pour contrer l'AES, les [groupes rebelles au Mali et au Niger souhaitent se lier par un « pacte d'assistance mutuelle »](#) dont ils ont parlé lors d'une rencontre fin août.

Fin septembre, plus de [500 radios locales d'Afrique de l'Ouest ont lancé un appel à la protection des journalistes](#) au Sahel, où ils subissent assassinats et enlèvements. Les journalistes disent voir les membres de groupes armés intervenir auprès d'eux pour changer le contenu des programmes, voire prendre possession de l'antenne. Reporter Sans Frontière souligne «l'incapacité » des Etats à assurer leur protection.

**Sénégal:** sans surprise, le Président Bassirou Diomaye Faye a [dissout l'Assemblée nationale](#) et convoqué des élections législatives pour septembre. Avec seulement 23 députés (sur 165), le Président ne disposait pas des leviers institutionnels pour appliquer son programme. De plus, ces dernières semaines, les divergences entre le pouvoir et l'opposition ont bloqué l'action gouvernementale.

Brazzaville et la République centrafricaine. Séparément, le Fonds mondial a annoncé le versement de 8,5 millions d'euros à la RDC, considérée comme l'épicentre de l'épidémie.

[de dollars auprès d'Abou Dhabi](#) pour aider à combler son déficit de financement budgétaire. En septembre, le pays a aussi été secoué par un fort mouvement visant à [dénoncer les féminicides](#), suite à l'assassinat de la marathonnienne ougandaise Rebecca Cheptegei, faisant lui-même suite à la découverte d'un charnier de femmes dans une décharge, en juillet. Les organisations réclament que le gouvernement fasse de la lutte contre les féminicides une priorité nationale.

**Ethiopie/Somalie:** [escalade dans les tensions entre les deux pays](#). A la suite de la signature d'un protocole d'accord entre Addis-Abeba et la région séparatiste somalienne du Somaliland qui prévoit un accès à la mer pour l'Ethiopie (janvier 2024), Mogadiscio dénonce une « agression » contre sa souveraineté, puisqu'en échange, l'Ethiopie s'engagerait à reconnaître la république autoproclamée qui a unilatéralement fait sécession en 1991. [L'Egypte](#), en conflit depuis des années avec l'Ethiopie au sujet de la construction par Addis Abeba d'un immense barrage hydroélectrique sur les sources du Nil, a condamné l'accord avec le Somaliland et a formalisé son soutien militaire à la Somalie via un accord de défense. La [Turquie](#) tente de se positionner en médiateur dans le conflit entre la Somalie et l'Ethiopie.

**Soudan:** la [ville de El Fasher, dans le Darfour](#), assiégée depuis 3 mois par des paramilitaires, est ravagée par les combats, la famine. Des centaines de personnes ont été tuées et des centaines de milliers ont fui. Selon l'ONU: « *Des infrastructures civiles, dont des hôpitaux et des camps de déplacés, ont été ciblées. Des centaines de milliers de personnes font face à une menace imminente, dont plus de 700.000 déplacés dans et aux alentours d'El-Fasher* »

**Soudan du Sud:** Le président, Salva Kiir, a annoncé, une extension de deux ans de la période de transition, ainsi que le [report au 22 décembre 2026 des élections](#), prévues initialement pour décembre 2024. Il s'agira des premières élections célébrées dans le pays, censées mettre fin à une période de transition décidée dans un accord de paix de 2018.

## Environnement

---

**Inondations:** De très fortes inondations ont touché les pays du Sahel, dont le [Mali](#), qui a déclaré l'état de catastrophe nationale. Le [Niger](#) a également été fortement touché, les autorités décomptent en moins de trois mois, 217 morts et 200 blessés, et plus de 350.000 sinistrés. Au [Nigeria](#), les pluies torrentielles ont provoqué la rupture d'un barrage, faisant au moins 30 morts et 40.000 déplacés. Au [Tchad](#) voisin, la situation est tout aussi grave. Les inondations touchent 1,5 million de personnes. Toutes ces intempéries surviennent dans des zones où la situation est déjà catastrophique du fait de l'insécurité alimentaire et des conflits.

Au-delà de l'Afrique de l'Ouest, d'autres régions ont été touchées, comme le [Soudan du Sud](#). Pour la sixième année consécutive, le pays fait face à des inondations dévastatrices, provoquées par le débordement des cours d'eau et de fortes pluies. Selon l'ONU, 735.000 personnes sont affectées dans 38 des 78 comtés du pays et 65.000 sont déjà déplacés.

En Afrique du Nord, au [Maroc](#), de fortes pluies accompagnées de crues se sont abattues sur plusieurs régions, dont certaines habituellement semi-arides, entraînant la mort de plus de 11 personnes et des disparitions. Le volume des précipitations enregistrées en deux jours est équivalent à celui que connaissent ces régions en temps normal durant toute une année » selon le Ministère de l'Intérieur.